

AYA - Appui aux indiens Yanomami d'Amazonie

15, Chemin de la Vi-Longe - CH - 1213 Onex / Genève - CCP 17-55066-2

Quelques brèves concernant l'Amazonie et les Indigènes du Brésil

AYA Info - No 67

Genève, le 23 décembre 2011

"AYA Info" est en ligne sur trois sites Internet : <http://www.terrabrasilis.ch> > Aya Info, <http://www.humanitaire.ws> > Rubriques > AYA et <http://mci.fgc.ch/mci/> > actualités

La IIe Assemblée Yanomami

La IIe Assemblée* des Yanomami de l'État d'Amazonas a eu lieu du 22 au 28 novembre au xapono** (un village circulaire) de Bicho-Açu, situé dans la partie inférieure du rio Marauaiá, dans la commune de Santa Isabel do Rio Negro Elle a réuni plus d'une centaine de leaders représentant vingt-quatre communautés proches, ou riveraines des rios Cauaburis, Demini, Marauaiá, Maya et Padauri sur les trois communes de Barcelos, São Gabriel da Cachoeira et Santa Isabel do Rio Negro. Étaient également présents : Davi Kopenawa, président de l'Hutukara Associação Yanomami – HAY, des représentants de l'Association Yanomami du rio Cauaburis – AYRKA, de la Fédération des Organisations Indigènes du Rio Negro – FOIRN. Les principales entités et services publics qui agissent dans cette partie de la Terre Indigène Yanomami (TI-Y) avaient aussi envoyé des délégués. Tous ces visiteurs ont été accueillis selon les traditionnels rituels de bienvenue. Les débats ont porté sur cinq thèmes qui reflètent les principales préoccupations des leaders : le service de santé, l'éducation différenciée, l'environnement, la surveillance du territoire par la Fondation Nationale de l'Indien – FUNAI, et la présence des forces armées. La santé est certainement le plus important des thèmes abordés par l'Assemblée. Les dirigeants ont souligné les graves déficiences du service de santé dans les communautés. Cela a pour conséquence une péjoration marquée de l'état de santé de la population. Ils ont formulé une dizaine de propositions visant à répondre aux besoins des communautés. L'Assemblée a également proposé une demi-douzaine de mesures en faveur de l'éducation différenciée devant être mise en œuvre par les institutions chargées de l'éducation dans les villages. Les leaders ont relevé l'état d'abandon dans lequel la FUNAI laisse les communautés. Ils ont souligné l'augmentation de l'insécurité due à l'invasion de pêcheurs et marchands de bois en particulier. Ils ont formulé six revendications à l'adresse de la Fondation, notamment de garantir la surveillance du territoire. En matière d'environnement, les leaders ont demandé le gel du processus de constitution du comité de gestion de la "Forêt nationale de l'Amazonas"*** qui se superpose avec la TI-Y. Cela en attendant que soit résolue l'incompatibilité des statuts réglementant les "Terres indigènes" et les "Forêts nationales". En raison de l'impact culturel causé par de la présence de militaires dans les communautés, ils refusent l'implantation de nouveaux pelotons de surveillance de la frontière. Ils demandent le déplacement de ceux qui existent vers des zones non habitées. Les délégués ont encore désigné les représentants des communautés dans les différentes instances de gestion participative. Cette Assemblée a été un succès à plus d'un titre, mais surtout en raison du fait que des leaders, souvent isolés, ont pu prendre conscience des mêmes problèmes qu'ils affrontent au quotidien.

*La première a eu lieu en 2007 /**En français, prononcer "chaponno" /***Voir "AYA Info" Nos [63](#) & [64](#)
Pour en savoir plus (en portugais) : <http://www.secoya.org.br/> > II Assembléia Yanomami do Amazonas...

Amazonie péruvienne : des compagnies pétrolières sous surveillance

Entre 2006 et 2010, la Fédération des Communautés Natives du Rio Corriente - FECONACO a répertorié 92 fuites de pétrole dont 69 importantes. Ces fuites proviennent des installations de la compagnie pétrolière argentine "Pluspetrol", dans le bassin du rio Corrientes, une rivière de la province de Loreto, dans le département du même nom, au nord-est du Pérou, dans le bassin amazonien. Depuis 40 ans, les activités pétrolières dans cette région ont causé la pollution des sols et des eaux. Elles affectent le territoire et la santé des peuples Achuar, Urarina et Kichwa. Le 22 octobre 2006, un accord appelé "Dorissa", du nom d'un lieu de production pétrolière, a été conclu entre Feconaco, le Gouvernement péruvien et l'entreprise "Pluspetrol". Cet accord prévoit, entre autres, l'exercice d'un contrôle indépendant des activités de la compagnie par les communautés, à travers leur Fédération. Pour rendre possible cette surveillance, la Feconaco a travaillé en partenariat avec l'ONG péruvienne "Shinai". Elle a mis sur pied un programme de contrôle territorial communautaire. Une quinzaine de gardes territoriaux indigènes ont été formés dans les domaines du droit des peuples autochtones et de l'environnement. Ils ont été équipés de GPS, d'appareils de photos et de vidéo. Leur fonction consiste à surveiller les 4'000 km2 de terres indigènes habitées par 42 communautés et à

rapporter tous les incidents à la Feconaco. Celle-ci se charge d'exiger que des mesures de protection de l'environnement soient prises par le Gouvernement et les entreprises. Les observations des gardes ont fait l'objet d'un rapport rendu public au début de 2011. Un résumé de ce document avait déjà été remis au Comité des Nations Unies pour l'Élimination des Discriminations Raciales – CERD qui tenait sa 76^e session, à Genève, en février - mars 2010. Shinai et la Feconaco ont souhaité que cette expérience soit répétée dans d'autres régions victimes des situations identiques. Pour ce faire, elles ont chargé un membre de leur équipe, Aurélien Stoll, un coopérant suisse, de rédiger un manuel expliquant ce processus de contrôle. Ce document a été publié en août dernier. En cette fin d'année 2011, un projet semblable de contrôle territorial débute avec la Fédération des Communautés Natives (Quechua) du rio Tigre – FECONAT. Celle-ci veut contrôler les activités des compagnies "Pluspetrol", "ConocoPhillips" et "Perenco". Ce projet doit être réalisé en partenariat avec l'organisation péruvienne "Solsticio" et le Mouvement pour la Coopération Internationale – MCI, une ONG genevoise. Le 16 novembre, six organisations indigènes de la province de Loreto ont dénoncé les dommages causés par les compagnies pétrolières. Elles demandent au président péruvien Ollanta Humala de prendre des mesures pour mettre un terme à ces graves atteintes à l'environnement. Pour en savoir plus, en français : <http://mci.fgc.ch/mci/> > 26/11/2011 – Mise en place... > Lire manuel (en espagnol)... /Le site de "Solsticio" : <http://www.defensaindigena.org.pe/> > Pronunciamento... /L'accord "Dorissa" : http://www.feconaco.org/pdf/acta_dorissa.pdf /La dénonciation au CERD (en anglais) : http://www.forestpeoples.org/documents/s_c_america/peru_cerd_follow_up_feb10_eng.pdf

Les peuples indigènes à la COP-17 de Duban

Au niveau international, les organisations indigènes sont bien conscientes des enjeux et des menaces que les changements climatiques font peser sur leur existence. Pour l'organisation Survival International, "les peuples indigènes sont les premiers experts en changement climatique". De nombreuses organisations indigènes étaient présentes à la 17^e Conférence des parties à la Convention de l'ONU sur les changements climatiques qui a eu lieu à Duban, en Afrique du Sud, du 28 novembre au 9 décembre 2011; une réunion plus généralement désignée par le sigle COP-17. En prévision de cette rencontre, les organisations indigènes des neuf pays du bassin amazonien, groupées au sein de la Coordination des organisations indigènes du Bassin Amazonien – COICA, avaient déjà fixé leur position lors d'une rencontre tenue à Manaus en août dernier*. La COICA recommandait la prudence vis-à-vis du mécanisme onusien de Réduction des Emissions de gaz à effets de serre en raison de la Déforestation et la Dégradation des forêts – REDD+. L'Alliance Globale des Peuples indigènes et Communautés locales a demandé l'instauration d'un moratoire sur ce mécanisme. De leur côté, les organisations indigènes du Brésil ont envoyé cinq représentants à Durban. Pendant la conférence, la délégation a tenu à rappeler ses préoccupations en rapport avec la politique indigéniste du gouvernement brésilien : 1.- Les retards pris pour la démarcation des Terres Indigènes, en particulier celles des Guarani dans l'Etat du Mato Grosso do Sul; la mauvaise protection contre les envahisseurs, notamment dans la Vallée du Javari ou l'aire indigène Yanomami; la volonté du Congrès de politiser le processus même de démarcation. 2.- La construction programmée de nombreux ouvrages hydroélectriques dans la région amazonienne. 3.- La réduction de l'émission des gaz à effet de serre compromise par la réforme du Code forestier en cours de discussion devant le Congrès. La délégation a souligné le nécessaire respect des Conventions et Traités internationaux, la nécessité d'un plan de gestion des Terres Indigènes et le soutien aux initiatives des peuples indigènes pour la protection de leur environnement.

*AYA Info No 63 / Pour en savoir plus (en français) : le rapport de Survival International (2009) :

<http://www.survivalfrance.org/actu/7911> > Télécharger le rapport / L'appel au moratoire publié par Attac International : <http://www.france.attac.org/articles/les-indigenes-contre-le-business-de-la-protection-des-forets/> / En anglais, l'appel de l'Alliance Globale des Peuples indigènes et Communautés locales : <http://climate-connections.org/2011/12/06/indigenous-peoples-and-allies-call-for-a-moratorium-on-redd/> /En portugais, la position de la délégation indigène brésilienne : <http://blogapib.blogspot.com/2011/12/movimento-indigena-participa-da.html>

"AYA Info" souhaite un Bon Noël et une Bonne Année 2012 à ses lectrices et lecteurs. Il souhaite en particulier que cette prochaine année voie vraiment s'améliorer les conditions de vie des peuples indigènes du Brésil.

Bernard Comoli

PS : Ces brèves sont souvent reprises, détaillées et illustrées, dans un blog du quotidien "La Tribune de Genève" à l'adresse suivante : <http://bcomoli.blog.tdg.ch>